BUDGET PRIMITIF 2013
Déclaration du groupe des élus communistes.

Monsieur le Président,
Chers collègues,

A en croire la presse départementale nos collègues de l'opposition auraient l'intention de manier l'invective contre les choix de notre majorité à l'occasion de ce débat budgétaire. Il est vrai qu'il leur faut sans doute élever la voix pour mieux tenter de dissimuler le spectacle livré par l'UMP dans le Département et dans le pays.

Ainsi, les journaux se régalent du feuilleton Cayeux-Vasselle Marini, autour de la question du traitement des déchets. Elle déballe publiquement, des combats fratricides lamentables, compte-tenu de l'importance de la question du devenir de ce service à la population, de son coût pour l'usager, du choix des techniques de traitement et de l'avis des populations qui refusent que la seule solution envisagée soit celle du tout incinération.

Mais il ne s'agit pas seulement des enjeux locaux, car voilà nos collègues de droite, empêtrés aussi dans une élection contestée.

Récemment un article du Monde pointait les irrégularités qui avaient été commise dans l'Oise lors de l'élection du Président de l'UMP, et qui sont venus alimenter le piteux combat des chefs, Copé Fillon.

Il y a donc désormais dans l'Oise, deux droites. La droite qui essaye quand elle peut d'être vaguement gaulliste, et celle qui tente d'ouvrir les portes des extrêmes, à grand renfort de pain au chocolat volé.

Les deux se rejoignent pourtant sur l'essentiel, un soutien résolu aux recettes ultra-libérales, qui font la preuve de leur incapacité à répondre aux besoins de notre époque.

L'observation de cette situation politique, ne me réjouit nullement tant elle alimente la profonde crise de la politique qui touche sévèrement notre pays. Elle me conduit seulement à espérer que l'opposition ait à l'occasion de l'examen du budget, la critique et l'invective modeste et sérieuse, décente et constructive.

De son côté et malgré un contexte compliqué, la majorité de gauche poursuit son action utile au service de la population de l'Oise. En matière de transport, d'éducation, de solidarité, de développement du réseau routier, de nouvelles technologies, notre action démontre qu'une intervention publique volontariste et planifiée contribue très largement à apporter des réponses aux besoins et aux attentes des habitants, comme au développement du territoire.

Que reste-t-il à l'opposition face à ce bilan ? La tentative d'exister avec de petites attaques mesquines sur des politiques qu'ils n'auraient ni su, ni voulu imaginer, comme l'équipement de notre département en Très haut Débit par exemple ou encore l'opération ordi'60 et la numérisation des collèges voir le service décentralisé de maison du conseil général.

Le budget que vous nous proposez Mr le Président est conforme aux choix nationaux, engagés par le gouvernement. Il porte la marque de la contraction de la dépense publique. Ainsi pour la première fois depuis plusieurs années nous constatons une stabilisation budgétaire globale, une baisse des dépenses d'investissements.

Il ne s'agit pas pour nous d'ignorer les conséquences des politiques conduites ces dernières années par le

gouvernement Sarkozy, une offensive sans précédent contre le service public, qui ont amenés les collectivités - principalement les départements- à de graves déséquilibres de leurs budgets.

Mais il faut bien constater que l'austérité actuelle appliquée à nos concitoyens, est aussi la règle imposée aux collectivités, qu'elle nous contraints de réduire les actions que nous conduisons envers les habitants et l'économie départementale.
A ce sujet nous voulons vous rappeler à nouveau M le Président que notre département, sa population sont durement touchés par la crise actuelle, le chômage, la précarité, la misère et l'approfondissement des inégalités.

L'augmentation de la TVA, celle de la redevance audio-visuelle, des couts de l'énergie et des charges portent sérieusement atteinte au pouvoir d'achat des familles, alors que les salaires continuent de ne pas augmenter. Mais aussi l'abaissement d'un certain nombre de services rendus par les collectivités.

En conséquence nous proposons que chaque disposition prise à l'occasion de ce budget par le département et pouvant conduire à augmenter les dépenses des familles, fasse l'objet d'une mise en place de mesures d'exonération totale ou partielle du surcoût pour les bas revenus et les chômeurs ou mieux encore de barèmes proportionnels, aux revenus des familles.

Pour les collectivités, leurs habitants et leurs élus de nombreuses incertitudes et appréhensions se font jour face à ces politiques gouvernementales qui ne sont pas à la hauteur de leurs attentes et espérances.

En effet, par exemple le gel des dotations aux collectivités annoncé pour 2013 et la réduction programmée de 2,4 milliards pour 2014 et 2015 inquiètent tous les élus et nombre d'associations d'élus.

Si nous soutenons ce budget 2013, parce qu'il s'efforce de préserver l'essentielle des politiques utiles aux Isariennes et Isariens, il s'agit de livrer au débat les choix et propositions alternatives, dont sont porteurs les élus communistes.

Ainsi au plan national, notre regard sur ce que d'aucuns appellent « la crise » est différent de celui porté par des membres de notre majorité. Nous considérons que cette crise doit être interprétée, non pas comme l'effet de l'irresponsabilité de certains acteurs financiers mal encadrés, mais comme un résultat inévitable de la logique des marchés avides de profits immédiats et spéculatifs.

Nous maintenons que les marchés ne doivent plus avoir la clé du financement des Etats et des collectivités territoriales, qui doit demeurer sous contrôle public et qu'il est dangereux de se soumettre au marché et aux évaluations financières des agences de notation.

Comme le montre la première notation de l'agence Standard & Poo□'s à l'égard de notre collectivité il ne s'agit pas seulement d'une évaluation des équilibres budgétaires, mais aussi d'une intervention dans les choix politiques et démocratiques que nous conduisons.

Comment interpréter autrement cette première remarque négative, cette pression à peine masquée, formulée sur notre engagement de soutien et de garantie au logement social au même titre que l'agence Moody's en abaissant la note de la France lui reproche son nombre trop élevé à ses yeux de contrat de travail à durée indéterminée.

Ainsi, nous condamnons le fait que les agences de notation contribuent à déterminer les taux d'intérêts sur les marchés obligataires en attribuant des notes d'une grande subjectivité et qu'elles alimentent l'instabilité, source de profits spéculatifs.

Se pose alors après ce constat, la question immédiate du financement des collectivités qui ont de grandes difficultés, il est vrai, à accéder à l'emprunt bancaire. Nous relevons d'abord qu'il est absurde que des banques privées à qui la collectivité publique a prêté 1000 milliards d'euros à des taux quasiment nuls refusent d'investir cet argent dans l'investissement public lui préférant la reconstitution de leur trésorerie pour mieux reprendre leurs folles spéculations.

C'est pourquoi nous avons voté et lutté contre le traité budgétaire européen, qui oblige nos collectivités à respecter la formule mystique du seuil infranchissable des 3% de déficit et contribue à ce sauvetage scandaleux des établissements financiers pourtant coupable de la crise actuelle.
Nous proposons à l'inverse que soient redonnées des marges de manœuvre budgétaires à nos collectivités, appauvris par les précédents gouvernements.

Il faut ainsi que soit rétablit un impôt économique lié au territoire ; taxer les actifs financiers à 0,3%, apporterait 40 milliards d'€ permettant d'alimenter efficacement un fonds de péréquation vertical, utile aux besoins de nos concitoyens, sans opposer les collectivités entre elles ; nous demandons l'abrogation de la réforme territoriale et agir en faveur d'une réforme ambitieuse donnant plus de souffle à la démocratie locale et de proximité et il faut dire que les annonces faites sur le projet dit d'acte III de la décentralisation sont profondément décevants.

Nous pensons qu'il faut conforter et développer les services publics locaux.

Face à la raréfaction du crédit, nous proposons que la BCE puisse prêter directement aux Etats au même taux auquel elle prête aux banques privées.

Nous proposons la création d'un pôle financier public, dans le cadre d'une réforme globale du crédit et de la

banque, par la mise en réseau des institutions financières publiques et semi-publiques mais aussi des banques mutualistes et coopératives.

Nous souhaitons redéfinir les critères servant au calcul de la base foncière.

Dans le même temps il serait important de plafonner la taxe d'habitation à 20% du revenu des ménages, en intégrant une pondération en fonction de la situation familiale et économique du foyer imposable.

Tout cela nous le soutenons parce que nous voulons sortir de la logique libérale. Car en plus d'être socialement inacceptables, les politiques d'austérité sont inefficaces du point de vue économique et social, à la raison qu'elles conduisent à la récession.

Cela dit, notre appréciation de la politique menée dans notre majorité reste positive. Et malgré les divergences qui nous opposent au plan national, avec nos différences, nous sommes ici solidaires de la majorité et d'une politique qui veut toujours répondre aux besoins de la population et du territoire.

C'est la raison pour laquelle nous voterons ce budget, sans renoncer à rassembler à gauche pour faire reculer la Finance et à promouvoir une politique nationale qui nous assure de pouvoir continuer à développer une politique départementale répondant encore et encore, aux besoins du territoire et des citoyens.

Beauvais le 20.12.2012.